

GENRE, ACCÈS A LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE ET PAUVRETÉ RURALE EN CÔTE D'IVOIRE¹

AKA, Bédia F^{2*}

Résumé:

Le but de ce papier est d'examiner la relation entre l'accès à la terre (droits de propriété) et la pauvreté rurale en Côte d'Ivoire, un pays dont l'économie repose essentiellement sur l'agriculture. On distingue particulièrement les ménages dont le chef est une femme de ceux dont le chef est un homme (problème du genre). Des études ont montré que les ménages dont le chef est une femme sont les plus exposées à la pauvreté principalement dans les zones rurales. En effet alors qu'elles peuvent accéder à un emploi rémunéré dans les zones urbaines, dans les zones rurales leur activité est subordonnée à l'accès à la terre. La question des droits de propriété sur les terres rurales est donc essentielle dans les programmes de lutte contre la pauvreté non seulement pour les hommes mais surtout pour les femmes en zone rurale.

Mots clés: Genre, accès à la terre, droit de propriété, pauvreté.

Abstract:

The aim of this paper is to examine the link between land access (property rights) and gender (men and women) poverty in rural areas in Côte d'Ivoire, which economy is mainly based on agriculture products. The study particularly distinguishes households which head of family is a woman from those headed by a man. Several studies have shown that women headed households are the most exposed to poverty, specifically in rural

¹ Cet article est basé sur une consultation réalisée en 2001 pour le compte de la Banque Africaine de Développement (BAD).

² Associate Professor, Department of Economics, University of Bouaké, Côte d'Ivoire, & Researcher, University of Luxembourg, CREA, 162A, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg. Email: francois.aka@uni.lu or akbdia@yahoo.fr

areas. In effect, while this group of households can have a lucrative activity in urban areas, in rural areas, their activity is subject to land access. The question of property rights on rural lands is then essential in programs for gender poverty alleviation in rural areas.

Key- words : Gender, Land access, Property rights, Poverty.

1. Introduction

Depuis son accession à l'indépendance en 1960, l'économie ivoirienne est spécialisée dans la production et l'exportation de produits agricoles, le café et le cacao essentiellement. Cette spécialisation va marquer fondamentalement son évolution future.

Le développement économique de la Côte d'Ivoire est caractérisé par une longue période de croissance s'étendant de 1960 jusqu'en 1979, période pendant laquelle, grâce à la hausse des prix internationaux du café et du cacao, à des termes de l'échange favorables et à la croissance dans le secteur industriel, le taux de croissance du PIB par tête se situait autour de 5,7% en moyenne.

Pendant cette période qualifiée par plusieurs observateurs de « Miracle économique ivoirien », la part de la valeur ajoutée du secteur tertiaire dans le PIB est déjà prépondérante dans l'économie et représente 51%, celle de l'agriculture représente 34% et celle de l'industrie 15%. En 1998, la part relative de la valeur ajoutée industrielle dans le PIB est de 28% et dépasse celle du secteur agricole (27%), mais celle du secteur tertiaire est toujours prépondérante avec 44%.

Cette structure économique a entraîné la hausse des exportations agricoles (gérées alors par la CAISTAB³), et des

³ Caisse de Stabilisation et de Soutien du prix des produits agricoles (organisme public chargé de la commercialisation sur le marché international).

revenus agricoles qui ont permis à l'Etat d'entreprendre de vastes programmes d'investissement dans tous les secteurs de l'économie. L'investissement total représentait plus de 15% du PIB et augmentait à un rythme de plus de 20% par an.

Dès la fin 1979 la croissance fut freinée par l'effondrement des cours des produits agricoles, baisse confirmée en 1980. A partir de 1980 la situation macroéconomique se détériore et l'augmentation du déficit budgétaire contraint l'Etat à réduire les investissements dans les programmes engagés pendant la période précédente. La baisse persistante des cours des produits agricoles, oblige le gouvernement à s'engager à partir de 1980 dans les programmes d'ajustement structurel (PAS) suggérés et financés par les institutions de Bretton Woods en vue de rétablir les équilibres macroéconomiques, améliorer l'efficacité de l'économie et augmenter la croissance économique.

A partir du début des années 1990, en plus des PAS (programmes d'ajustement structurels) les institutions financières internationales conseillent à la Côte d'Ivoire la privatisation de plusieurs entreprises publiques et la libéralisation des filières agricoles, dont celle de café-cacao qui représente le cœur du dispositif financier de l'Etat, et le Franc CFA est dévalué de 100% en 1994.

La situation actuelle est caractérisée sur le plan interne par une crise sociopolitique sans précédent depuis son accession à l'indépendance et un conflit armé qui dure depuis 2002. Plusieurs tentatives de résolution de cette crise ont été engagées sous l'égide de partenaires internationaux (France, UA, CEDEAO, ONU) sans solution apparente. Au cœur de cette crise se posent plusieurs questions dont celle de l'accès à la terre.

Le problème de l'accessibilité à la terre est crucial dans ce pays où la terre est l'une des sources principales du bien-être et de gestion du pouvoir dans la société. Dans ce pays où l'activité agricole est la principale activité, la question de l'accès à la

terre est fondamentale pour accéder à des revenus (voir Hudson-Rodd et Nyunt, 2001). Cette question est traitée dans la théorie économique par les droits de propriété. Le problème de l'accès à la terre en Côte d'Ivoire a débouché ces dernières années dans l'ouest du pays sur de vives rivalités entre les populations locales et les migrants venant des autres régions du pays (Centre, Nord, Est) ou des pays voisins, principalement le Burkina Faso et le Mali.

Les données géographiques de la Côte d'Ivoire indiquent une superficie totale de 322.000.000 km carrés mais seulement 22% de ce territoire est constitué de terre arable. La terre est occupée à 11,6% par des cultures, 49,9% par des pâtures permanentes, 23,2% par la forêt et 24,3% par d'autres formes (voir Furth 2001).

Sur le plan démographique, ce territoire est peuplé par une population totale de 15.366.672 habitants avec un taux de croissance de 3,3% par an entre 1988 et 1998 (voir INS, 1998b). La population se compose de 7.844.623 d'hommes et 7.522.049 de femmes soit 51% contre 49% de la population respectivement. Par ailleurs elle compte une population étrangère de 4.000.047 en 1998 contre 3.039.037 en 1988, soit une proportion de 26,03% en 1998.

La population est essentiellement concentrée dans la zone forestière sud avec 78% contre 22% dans la savane Nord. La densité globale de la population est de 48 habitants au Km carré, et cette population est principalement rurale (57%) contre 43% dans les villes. La population rurale qui était de 6.595.159 habitants en 1988 est passée à 8.837.534 habitants en 1998, impliquant une pression sur les superficies cultivables. En effet les cultures principales, le café et le cacao requièrent sans cesse de nouvelles superficies de forêts vierges limitées.

En Côte d'Ivoire, la question foncière, mise en relation avec les migrations nationales (inter régionales) et internationales, a été récemment exacerbée, et certaines populations ont été

expulsées de la zone forestière ouest par les propriétaires traditionnels locaux, avec un impact sur l'équilibre social préexistant.

L'objectif de cet article est d'examiner les rapports entre l'accès à la terre et la pauvreté rurale en Côte d'Ivoire, car il paraît évident que la perception de revenus dans les zones rurales est essentiellement liée à la détention d'une superficie de terre cultivable, rehaussant ainsi le caractère primordial de la question des droits de propriété dans l'élimination de la pauvreté rurale. La section 2 suivante présente la situation de la pauvreté en liaison avec le genre dans les zones rurales en Côte d'Ivoire. La section 3 met en relation la question de l'accès à la terre et celle de la pauvreté rurale, et une brève conclusion est fournie dans la section 4.

2. Pauvreté rurale en Côte d'Ivoire

Evolution de la pauvreté globale en Côte d'Ivoire

La pauvreté mesurée par les indices FGT (Foster, Greer, Thorbecke, 1984) courants indique par strate que l'incidence de la pauvreté (P_0) est en 1995 de (50,1%) pour la forêt rurale Ouest et (49,4%) pour la savane, régions qui étaient les régions les plus pauvres de la Côte d'Ivoire (voir Tableau 1). Par contre, en 1998, la zone savane est devenue la région la plus pauvre suivie par la zone forêt Est. On remarque que la pauvreté a augmenté dans les zones Forêt est et Savane entre 1995 et 1998, tandis qu'elle a fortement diminué dans la forêt ouest.

Tableau 1: Pauvreté par strate rurale

Strate	1995		1998		Variation (%)
	Taille	P_0	Taille	P_0	1998 / 1995
Forêt rurale est	1321	41	4213	46.6	13.7
Forêt rurale ouest	870	50.1	4148	24.5	-51.1
Savane rurale	991	49.4	4930	54.6	10.5

Source: INS

Le seuil de l'extrême pauvreté⁴ qui était de 86.700 FCFA en 1995 est passé à 95.700 FCFA par tête en 1998 (voir Tableau 2). Dans les zones rurales, l'extrême pauvreté s'est légèrement accrue entre 1995 et 1998 (voir Tableau 2). La savane étant particulièrement concernée par des taux élevés de pauvreté.

Tableau 2: Extrême pauvreté par strate

Strate	1995		1998		Evolution (%)
	Taille	P ₀	Taille	P ₀	1998 / 1995
Abidjan	1318	3.8	4680	0.9	0.01
Autres villes	961	4.0	5991	8.3	0.04
Forêt rurale est	1321	13.9	4213	15.1	0.03
Forêt rurale ouest	870	14.2	4148	5.9	0.03
Savane rurale	991	14.5	4930	21.6	0.06
TOTAL	5461	9.9	23845	10.0	0.04

Source: INS

Le problème de la pauvreté rurale par genre

Le problème du genre consiste à faire une distinction entre les ménages dont le chef est une femme ou un homme. Le Tableau 3 indique que dans l'ensemble les hommes sont plus pauvres que les femmes (34,2% contre 28,1%), mais par région les situations sont très variées en termes de pauvreté par genre.

En 1995, dans la zone forêt Est, les hommes étaient plus pauvres (42,9%) que les femmes (11,9%), de même que dans la savane (49,6% contre 48,1%) tandis que dans la zone forêt Ouest ce sont les femmes qui étaient les plus pauvres (65% contre 48,7%). En 1998 dans la forêt Est et la savane la situation s'inverse par rapport à 1995, les femmes sont plus pauvres que les hommes, mais le rapport reste identique malgré des taux faibles dans la forêt Ouest. Par ailleurs la contribution des hommes à la pauvreté est toujours plus élevée que celle des femmes aussi bien en 1995 qu'en 1998.

⁴ Les individus appartenant au premier décile de pauvres sont considérés comme extrêmement pauvres.

Tableau 3: Evolution de la pauvreté et de l'extrême pauvreté par strate et par genre

Strate	Genre	Taille	Pauvreté	Extrême Pauvreté		
			Contrib.	P ₀	P ₂	Contrib.
1995						
Forêt rurale Est	Homme	1239	98.2	42.9	14.8	100
	Femme	82	1.8	11.9	-	-
Forêt rurale Ouest	Homme	800	89.4	48.7	13.3	86.0
	Femme	70	10.6	65.9	24.6	14.0
Savane rurale	Homme	896	90.6	49.6	14.8	91.9
	Femme	95	9.4	48.1	12.2	8.0
TOTAL	Homme	4881	91.4	37.6	10.1	91.7
	Femme	580	8.6	29.7	7.7	8.3
1998						
Forêt rurale Est	Homme	3949	92.8	46.1	15.1	93.4
	Femme	264	7.2	53.5	15.9	6.6
Forêt rurale Ouest	Homme	3623	93.0	26.0	6.4	95.8
	Femme	525	7.0	14.0	2.0	4.2
Savane rurale	Homme	4621	93.5	54.4	21.2	92.3
	Femme	309	6.5	58.0	27.2	7.7
TOTAL	Homme	21245	90.5	34.2	10.4	92.6
	Femme	2717	9.5	28.1	6.5	7.4

Source: INS 1995, 1998

En 1995 les hommes étaient plus touchés par l'extrême pauvreté dans la savane tandis que ce sont les femmes qui étaient le plus frappées dans la forêt Ouest (24,6%). En 1998 les femmes sont devenues les plus atteintes par l'extrême pauvreté dans la forêt Est et la savane (27,2%), mais dans la forêt Ouest, ce sont les hommes qui sont victimes de l'extrême pauvreté (24,6%). La contribution des hommes à l'extrême pauvreté est toujours plus élevée que celle des femmes aussi bien en 1995 qu'en 1998.

Caractéristiques globales des pauvres ruraux

Une grande proportion de la population est composée de ménages ayant pour chef une femme, 15,3% en 1995 (voir Tableau 4), et cette proportion est en légère augmentation entre

1995 et 1998. On observe que 36,8% de ces ménages sont pauvres en 1995 mais en baisse 33,8% en 1998. On remarque qu'en 1998 cette catégorie de ménages à une contribution de 50,1% dans la pauvreté globale.

Tableau 4: Ménages ayant une femme chef

	Pop. totale Femme	Ménage Femme	Ménage pauvre Femme	Contribution à la pauvreté
1995	49%	15,3%	36,8%	---
1998	49,7%	15,4%	33,8%	50,1%

Source : INS

A ces caractéristiques générales s'ajoute le fait que les pauvres ruraux sont la plupart du temps des travailleurs agricoles sans terre, vivant généralement loin des villes, et n'ayant donc pas accès à la plupart des services de base (hôpitaux, écoles). Ils n'ont aucune opportunité d'accès à la terre et ont en général plus d'enfants qu'ils ne peuvent éduquer convenablement. On remarque aussi que les ménages dont le chef est une femme ont le plus de mal à accéder à la terre et aux services financiers car un prêt à une femme requiert généralement la caution d'un homme (International Fund for Agricultural Development, 2001).

Quelques déterminants de la pauvreté rurale

Dans les zones rurales, la pauvreté est principalement déterminée par le capital physique, notamment la superficie de terre et les équipements détenus. Par ailleurs, le manque d'acquisition de nouvelles techniques culturales en limitant la hausse de la production constitue une source de pauvreté dans ces zones.

A travers l'enquête sur les niveaux de vie de 1998 (ENV98) (INS, 1998c), on remarque que dans l'ensemble 68,45% des terres cultivées ont moins de 50 ha contre 31,55% qui ont plus de 50 ha (voir Tableau 5). Par ailleurs les grandes superficies sont la propriété des hommes plutôt que des femmes.

Au niveau régional, les proportions de superficies supérieures à 50 ha se trouvent dans les strates Abidjan (72,22%) et les autres villes (43,41%), tandis que les superficies moins grandes sont localisées dans les zones rurales. La répartition des superficies par CSP (catégorie socioprofessionnelle) est aussi très inégale et les grandes superficies sont concentrées paradoxalement aux mains des employés du public (77,42%).

Tableau 5 : Répartition des superficies cultivées par CSP, région et genre

Variables	Superficies cultivées	
	< 50 ha %	> 50 ha %
CSP		
Agriculteurs café-cacao	84,21	15,79
Agriculteurs autres produits export	40,44	59,56
Producteurs de féculents	83,76	16,24
Agriculteurs autres produits vivriers	67,96	32,04
Employés du public	22,58	77,42
Employés du privé	52,17	47,83
Auto employés	50,62	49,38
Travailleurs agricoles	85,71	14,29
Chômeurs & inactifs	61,76	38,24
REGION		
Abidjan	27,78	72,22
Autres villes	56,59	43,41
Forêt est	85,64	14,36
Forêt ouest	80,08	19,92
Savane	60,21	39,79
GENRE		
Femme	92,86	7,14
Homme	58,82	41,18
ENSEMBLE	68,45	31,55

Relativement au genre, on constate que dans l'ensemble 5,56% des femmes possèdent des terres contre 7,14% chez les hommes (voir Tableau 6). En examinant les avoirs détenus par

différentes catégories socioprofessionnelles⁵, on remarque paradoxalement que 25% des ménages employés du public possèdent des terres suivi par les agriculteurs café-cacao (16,54%) et du groupe autres agriculteurs de produits vivriers (16%) (voir Tableau 7). Quant aux autres équipements agricoles, seulement 3,60% des ménages possèdent une charrue et 5,68% un vaporisateur (voir Tableau 8).

Tableau 6 : Avoirs fonciers par genre

	Femmes	Hommes
Terre	5,56%	7,14%
Autres propriétés	94,44%	92,86

Tableau 7 : Avoirs fonciers des CSP

CSP	Terre %	Autre propriété %
Agriculteurs café-cacao	16,54	83,46
Agriculteurs autres produits export	8,33	91,67
Producteurs de féculents	11,76	88,24
Agriculteurs autres produits vivriers	16,00	84,00
Employés du public	25,00	75,00
Employés du privé	2,94	97,06
Auto employés	2,22	97,78
Travailleurs agricoles	3,85	96,15
Chômeurs & inactifs	7,14	92,86

Tableau 8 : Autres avoirs en matériel agricole

	Charrue	Vaporisateur
Possession	3,60	5,68
Non-possession	96,40	94,32

Alors que le fait de posséder des terres permet aux agriculteurs d'y investir, on remarque que très peu d'agriculteurs sont propriétaires ou utilisent des terres agricoles

⁵ Voir Aka (2004) pour la constitution de ces CSP et l'analyse subséquente de la répartition des revenus en 1998.

pour leur propre compte. Le fait que les employés du public soient ceux qui détiennent en grande partie les terres agricoles peut avoir un impact sur l'évolution de la production agricole et de la transmission des terres. Dans une étude récente (Aka 2004), nous avons trouvé que les employés du public sont les plus pauvres en 1998. La baisse de leur revenu peut induire une baisse de l'investissement dans le secteur agricole, et en conséquence une baisse des revenus agricoles dans l'ensemble.

Un moyen de réduire la pauvreté dans les zones rurales serait de permettre aux agriculteurs d'accéder à la terre par l'achat en groupe ou individuellement. En outre l'accès des femmes à la terre peut être un moyen efficace d'augmenter la sécurité alimentaire de la population et la pauvreté des femmes car les pratiques culturelles montrent que ce sont les femmes qui s'occupent généralement des cultures vivrières. Cela est confirmé par la proportion la plus forte de femmes dans les catégories socioprofessionnelles producteurs de féculent et les agriculteurs autres produits vivriers (voir Tableau 9), abstraction faite des chômeurs et inactifs.

Tableau 9 : Genre et CSP

CSP	Freq.	Pourcent.	Femmes %	Hommes %
Agriculteurs café-cacao	774	18,43	22,58	77,42
Agriculteurs autres produits export	203	4,83	0	100
Producteurs de féculents	341	8,12	40	60
Agriculteurs autres produits vivriers	274	6,52	31,58	68,42
Employés du public	216	5,14	8,33	91,67
Employés du privé	844	20,10	8,28	91,72
Auto employés	846	20,14	26,87	73,13
Travailleurs agricoles	350	8,33	17,11	82,89
Chômeurs & inactifs	352	8,38	45,95	54,05
TOTAL	4200	100		

Face au faible taux d'avoirs des ménages, des réformes institutionnelles sont nécessaires pour permettre l'adoption non seulement à des techniques agricoles nouvelles mais surtout

l'accès à la terre cultivable dans les zones rurales, cette dernière préoccupation est abordée dans la section 3 suivante.

3. La relation entre l'accès à la terre et la pauvreté

La question des droits de propriété et l'accès à la terre

Les droits de propriété sont des arrangements institutionnels comprenant 3 types de droits. D'abord le *droit d'utiliser une ressource*, ensuite le *droit de vendre ou de louer la propriété*, et enfin le *droit d'exclure les non-propriétaires de l'utilisation du bien*. Deux principaux systèmes de droit de propriété existent, notamment ceux qui sont reconnus à l'intérieur d'un petit groupe, et ceux qui sont incluent dans un système général de droits.

Evoquer le rôle des droits de propriété sur la terre dans le développement économique de la Côte d'Ivoire revient à se demander comment ces droits sont apparus, comment ils ont évolué et comment il est possible de les améliorer.

Accès à la terre et développement rural en Côte d'Ivoire

En Côte d'Ivoire la loi de 1984 confirme les droits de l'Etat sur toutes les terres qui avaient été reprises au colonisateur français et aux propriétaires traditionnels après l'indépendance en 1960 dans le but d'une meilleure répartition des terres, mais dans les faits la situation a été tout autre. Le problème essentiel reste celui de l'attribution des terres à un producteur ultime. En effet après l'indépendance et pendant longtemps seuls ceux qui pouvaient utiliser des terres avaient un droit sur ces terres (droit d'utiliser une ressource).

Pendant la période coloniale, l'administration française avait créé plusieurs lois dans les territoires sous sa tutelle, dont les lois foncières. Après l'indépendance en 1960, le gouvernement ivoirien a rétabli ces politiques coloniales qui

stipulaient que toutes les terres inoccupées appartenaient à l'Etat. La loi de 1963 a donc abrogé tous les droits coutumiers sur les terres.

Depuis 1998, l'accès à la terre est régi par la loi « N° 98-750, du 23 décembre 1998 » et le décret « N° 99-594, du 13 octobre 1999 » fixant les modalités d'application de cette loi aux terres traditionnelles. Cette loi a pour ambition de transformer les droits coutumiers en de véritables droits de propriété. La loi de 1998 attribue la propriété des terres à l'Etat et à ses composantes territoriales, instituant ainsi un conflit inévitable entre la loi moderne et les lois traditionnelles en matière d'accès à la terre.

Pour les populations locales, il paraît désormais assez difficile d'accéder à la terre. Or si elles ne peuvent pas accéder à la terre leur activité productive ne peut s'accroître par manque de crédit d'investissement, ce qui constitue manifestement une source potentielle de pauvreté dans les années à venir.

Dans un pays où l'agriculture est l'activité principale de production, il est déterminant de posséder individuellement ou par groupe des biens de production agricole variés (terre, bétail, charrue), même si la terre est le principal capital en ce domaine dans les zones rurales en Côte d'Ivoire.

Comment les pauvres ruraux peuvent-ils accéder à la terre?

Avant la loi de 1998, seule l'utilisation effective de la terre conférait un droit de propriété et aucun marché formel des terres rurales n'existait, même si on pouvait accéder accessoirement à la terre par achat, succession ou par donation (droit de vendre ou de louer la propriété).

Pour avoir un titre formel sur la terre en Côte d'Ivoire, il est nécessaire de disposer d'une parcelle inscrite sur le registre des terres. Si la terre mesure moins de 50 ha de superficie, un *permis d'utilisation* est délivré par le sous-préfet. Si la parcelle dépasse les 50 ha, seul le Ministre de l'agriculture est habilité à

délivrer le permis. Il faut signaler que le gouvernement autorise l'appropriation individuelle de seulement 12 ha, le reste étant loué par l'Etat pour une durée de 25 ans. Cette procédure coûte relativement cher et très peu de personne l'utilise, ainsi la plupart des terres sont actuellement utilisées selon le système traditionnel. Il y a donc une coexistence et une tolérance entre la loi moderne et un système de lois traditionnelles (très variées selon les régions) d'accès à la propriété foncière en Côte d'Ivoire.

Les défis de l'amélioration de l'accessibilité à la terre et la réduction la pauvreté en Côte d'Ivoire

C'est déjà un véritable défi dans les pays en développement que d'assurer la santé, l'éducation et éradiquer la faim pour les populations rurales, mais en plus en Côte d'Ivoire, un des plus grands combats futurs sera d'améliorer le système d'accessibilité à la terre par l'intégration des deux systèmes susmentionnés en un système unique harmonisé.

Dans ce système à innover, une place devra être faite aux femmes dans la transmission des terres par rapport aux règles traditionnelles en vigueur dans les différents groupes ethniques. Le système devrait veiller à réduire l'inégalité dans distribution des terres créée par la tendance à la concentration des terres aux mains de quelques propriétaires et d'une catégorie socioprofessionnelle particulière.

Un autre important et épineux défi sera la prise en compte explicite des populations migrantes (nationales et internationales) dans la politique d'accès à la terre. Nous pensons que dès lors qu'un système objectif d'accession à la propriété foncière sera instauré, ces deux préoccupations trouveront leur solution optimale et limiteront la tendance des propriétaires traditionnels à user du droit d'exclure les non-propriétaires comme vécu récemment dans l'ouest du pays.

4. Conclusion

Ce bref survol de l'accès à la terre en relation avec la pauvreté permet de révéler quelques implications pour les décideurs politiques en Côte d'Ivoire. On voit qu'une grande majorité de pauvres et des plus pauvres vivent dans les zones rurales et le défi des acteurs politiques est de réduire la pauvreté pour ces catégories de population dans les zones indiquées.

Tant que les droits de propriété sont faibles ou inexistants, les agriculteurs ne seront pas assurés de percevoir le bénéfice de leurs efforts, et il n'y aura par ailleurs aucune incitation de leur part pour améliorer la gestion des terres. Les droits de propriété peuvent constituer une garantie leur permettant d'accéder aux services financiers.

En Côte d'Ivoire, pour parvenir à cette efficacité, un des défis majeurs dans les années à venir sera l'intégration des règles traditionnelles d'accès à la terre à la nouvelle loi foncière de 1998, et la prise en compte de l'accessibilité des catégories minoritaires, d'une part les femmes et d'autres part les populations migrantes (nationales et internationales) dont le poids dans l'évolution économique ivoirienne est de plus en plus incontestable. La sécurisation de la propriété foncière peut donc être un moyen puissant d'élimination des conflits et de réduction de la pauvreté rurale en Côte d'Ivoire.

Bibliographie

Aka, B.F. (2004) "Fiscal adjustment, poverty, inequality and welfare in Côte d'Ivoire: A Computational general equilibrium model analysis", Final report, AERC, Nairobi, Kenya.

Foster, J., J. Greer and E. Thorbecke (1984) "A Class of Decomposable Poverty Measures", *Econometrica* 52, 761-766.

Furth, R. (2001) 'Ivory Coast country Profile', *Tenure Brief*, N°3, 78-82.

Hudson-Rodd, N. and M. Nyunt (2001) "Control of Land and Life in Burma", *Tenure Brief*, n°3, 1-8.

Institut national de la statistique (INS) (1995) "Profil de pauvreté", Ministère de la Planification et de la programmation du Développement.

Institut national de la statistique (INS) (1998a) "Profil de pauvreté", Ministère de la Planification et de la programmation du Développement.

Institut national de la statistique (INS) (1998b) "Recensement Général de la Population et de l'Habitat", Ministère de la Planification et de la programmation du Développement.

Institut national de la statistique (INS) (1998c) «Enquête sur les niveaux de vie, ENV98 ».

Rural Poverty Report 2001 -The Challenge of Ending Rural Poverty - International Fund for Agricultural Development.